



Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement.

Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

L'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.

Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure.

La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012).

La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012).

L'investissement public progresse également, de 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %).

Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.

Par branche, l'activité de l'industrie manufactu-

rière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre infla-

tion. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 %) après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (- 1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (+ 9,9 % après + 9,4 %).

Date de publication : mai 2014
Laurent Clavel, Insee

❖ Tableau 1- Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2013			
	2011	2012	2013	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,8	1,1	0,3
Importations	6,3	-1,3	1,7	629,1	-1,6	0,1	-0,5
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,6	1,2	0,4
- dépense des ménages ¹	0,4	-0,5	0,2	1 126,4	0,6	0,8	0,1
- dépense individualisable des administrations	1,4	1,8	2,1	328,6	0,4	2,5	0,3
Consommation collective des administrations publiques ²	0,4	1,5	1,6	181,3	0,6	2,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	2,1	0,3	-1,0	466,9	0,4	-0,6	-0,2
- entreprises non financières	3,9	0,1	-0,9	251,2	0,5	-0,4	-0,1
- ménages	1,0	-2,2	-3,1	107,9	0,2	-2,9	-0,2
- administrations publiques	-4,4	1,6	1,0	85,6	0,4	1,4	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,1	-0,6	-0,2	-1,7	///	///	-0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	597,8	-0,4	1,8	0,6

1. Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

2. Hors ISBLSM

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

❖ Graphique 1- Évolution du PIB en France en volume et contributions à cette évolution

